

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie, et Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, notamment sur les relations franco-germano-russes, le dossier du nucléaire iranien et la situation au Liban, à Compiègne le 23 septembre 2006.

LE PRESIDENT -En commençant ce point de presse, vous me permettrez de dire à la Chancelière toute l'émotion qu'a ressentie la France à la suite de l'accident qui est intervenu hier en Allemagne, et de bien vouloir transmettre les condoléances de la France à toutes les familles des victimes.

Des condoléances que je voudrais également exprimer au Président POUTINE, pour l'accident maritime, heureusement plus modeste, mais où plusieurs ont laissé leur vie.

Je voudrais souhaiter la plus cordiale des bienvenues au Président POUTINE et à la Chancelière Angela MERKEL, et leur dire mon plaisir de les accueillir pour cette réunion, maintenant traditionnelle, qui nous permet d'avancer dans le cadre du partenariat stratégique entre l'Union européenne et la Russie.

Nous voulons aller de l'avant, dans le cadre d'ailleurs des réflexions qui sont celles de l'Union européenne, pour la réalisation de nos quatre espaces communs : économie, justice et affaires intérieures, action extérieure, culture et éducation. Dans ces quatre domaines nous progressons et nous en sommes heureux. Ce sera d'ailleurs l'objet de nos discussions, à nouveau, l'an prochain, dans le cadre de l'accord de partenariat Union européenne-Russie.

Nous voulons renforcer ce partenariat dans tous les domaines. Nous l'avons évoqué, ce matin, ensemble, notamment pour ce qui concerne l'énergie. Je suis heureux que la présidence finlandaise de l'Union européenne ait invité le Président POUTINE, au sommet de Lathi, le 20 octobre prochain.

Nous avons également abordé les différents problèmes concernant les infrastructures, l'aéronautique, les relations économiques entre nos trois pays. Nous avons également, bien sûr, abordé les questions régionales avec une volonté commune, très clairement exprimée, de participer à l'élaboration de processus de paix, partout où ils sont nécessaires dans le monde, et à poursuivre une coopération étroite.

Nous avons évoqué le Kosovo, où nous appuyons les actions menées par le Président ATHISARI pour une solution négociée. Nous avons évoqué les conflits dits "gelés" en Moldavie, au Caucase, pour lesquels l'Union européenne et la Russie doivent conjuguer leurs efforts, au service de la paix.

Nous avons évoqué les problèmes de la négociation avec l'Iran et le dialogue, nécessaire, à développer pour trouver une solution entre les Six et l'Iran.

Ceci fait l'objet de négociations entre M. SOLANA pour les Six et M. LADIZIANI pour l'Iran

Ceci fait l'objet de négociations entre M. SOLANA pour les Six et M. KARIDJANI, pour l'Iran. Nous avons naturellement évoqué le Liban et le Proche Orient. Nous souhaitons progresser vers une situation de paix, ce qui exige, d'une part, au Liban, le retour au calme et à l'autorité de l'Etat libanais sur l'ensemble de son territoire, et d'autre part, nous souhaitons éviter un drame supplémentaire en Palestine, que l'on voit se dessiner, compte tenu de la situation à laquelle sont confrontés les Palestiniens.

Voilà les principaux points que nous avons évoqués.

LE PRESIDENT RUSSE - Nous venons d'avoir des entretiens ayant un contenu extrêmement intéressant. Cette réunion a eu lieu dans un climat de compréhension, et d'ouverture. Je crois que ce format trilatéral est extrêmement utile et nous voyons dans la pratique les résultats de ce travail. Nous pensons qu'il s'agit d'un mécanisme stable qui nous permettra d'envisager des mesures concrètes dans le cadre d'un partenariat stratégique.

Je souligne que cet échange de vues nous permet de mieux nous comprendre et de réagir de façon opérationnelle aux menaces de ce temps. Cela nous permet aussi de nous mettre d'accord sur certaines positions communes.

Je voudrais vous dire, en fait, que sur les problèmes de politique extérieure, nous sommes tout à fait proches. Jacques vient de le dire, nous sommes en faveur d'un règlement juste au Proche-Orient, en particulier au Liban. Je pense qu'il convient de trouver aussi des solutions diplomatiques sur le dossier de l'Iran. Et nous voudrions une stabilité plus grande dans de nombreuses régions de la planète.

Nous avons aussi parlé des résultats du sommet du G8 à Saint-Pétersbourg. Je suis persuadé que le fait que nous allons transmettre le flambeau du G8 à l'Allemagne nous permettra de coopérer de façon féconde.

D'autre part, nous estimons prioritaire des questions telles que l'énergie, l'éducation, et la lutte contre les maladies infectieuses. Nous avons évoqué de manière approfondie les relations entre la Russie et l'Union européenne.

Il est clair que ces relations entre la Russie et l'Union européenne sont prioritaires. Prioritaires dans les quatre espaces.

D'autre part, nous pensons que lors de cette réunion avec nos collègues français et allemands, nous avons compris qu'il était nécessaire de renforcer les relations entre la Russie et l'Union européenne. Nous espérons que, de cette façon, nous pourrions résoudre de nombreuses questions. Nous pensons qu'une telle attitude sera celle de la République fédérale d'Allemagne, et ensuite de la France, quand elles présideront l'Union européenne.

Je dois dire, qu'en ce qui concerne notre coopération, sont prioritaires, les coopérations en matière d'industrie et d'énergie. La Russie est intéressée par des relations extrêmement fortes en matière de technologie avancée, d'aviation, d'espace, de création d'infrastructures modernes. Nous avons parlé de l'espace et de l'aéronautique, en vue de projets concrets. Vous savez qu'hier des accords bilatéraux ont été signés. Et ces documents nous permettent en fait de mettre en oeuvre des projets d'infrastructures en matière de transport, en particulier avec nos partenaires français, et que cela représente une somme de plus de 10 milliards de dollars.

Nous avons aussi des plans ambitieux en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne, en particulier dans le domaine de l'énergie, dans le domaine de la construction des machines. Tout cela était au centre de nos discussions. Je dois souligner que la réunion a eu lieu de façon constructive, et dans un climat extrêmement positif. Nous avons travaillé de façon concrète et très agréable. Et j'en remercie le Président de la République française, Monsieur Jacques CHIRAC.

LA CHANCELIERE ALLEMANDE - Tout d'abord, je voudrais vous remercier de votre accueil très chaleureux en France et l'accueil de la population, très chaleureux lui aussi, m'a beaucoup impressionné. Ces rencontres entre la France, la Russie et l'Allemagne, existent depuis 1998. Nous avons une très bonne tradition en la matière. Je crois que ces rencontres trilatérales contribuent à ce que les bonnes relations entre la Russie et l'Union européenne, et notamment entre la Russie, la France et l'Allemagne soient encouragées. Le fait que l'Allemagne et la France rencontrent la Russie est une contribution à ce que les relations entre la Russie et l'Union

européenne se pérennisent et s'approfondissent.

Nous avons abordé un certain nombre de questions bilatérales et trilatérales et un certain nombre de dossiers internationaux très importants pour ce qui est de l'orientation stratégique du partenariat entre la Russie et l'Europe. Nous nous réjouissons de la venue du Président POUTINE à Lahti en Finlande, et nous nous sommes demandés comment une telle coopération dans le domaine de l'énergie pourrait se mettre en pratique. Les principes sont les suivants : nous devons être des partenaires fiables, partageant un intérêt réciproque, un intérêt mutuel, pour aboutir à une situation de "gagnant-gagnant", comme l'on dit. Nous nous sommes demandés comment on pouvait encourager d'autres domaines de coopération économique. Et nous avons notamment comparé nos analyses respectives s'agissant de la situation internationale.

Je trouve extrêmement positive la coopération entre la France, l'Allemagne et la Russie sur l'Iran notamment. Nous sommes convaincus que seule l'union de la communauté internationale permettra d'exercer l'influence nécessaire sur l'Iran pour dégager une solution politique. Ces positions communes sont des biens précieux. Et nous formons tous l'espoir que les nombreuses discussions, notamment entre le responsable de la politique étrangère de l'Union européenne, M. SOLANA d'une part, et M. LARIDJANI d'autre part, entraînent un résultat ou des progrès. En effet la proposition des Européens et du groupe des Six est très claire. Nous souhaitons une perspective positive pour l'Iran, et pour le peuple iranien. Mais cela doit se faire sur la base de règles du jeu international claires et justes.

Il y a toujours eu une concertation très étroite à propos du Proche-Orient, ces dernières semaines, ces derniers mois. Nous en avons parlé également. Et je voudrais dire à ce sujet, qu'il est urgent, qu'outre l'intervention militaire de la FINUL, nous fassions avancer le processus politique entre Israël et les territoires autonomes palestiniens. Nous souhaitons une solution bi-étatique, et nous allons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour soutenir le Président Mahmoud ABBAS, dans la constitution d'un gouvernement d'union nationale. Nous souhaitons que le Liban puisse renforcer sa souveraineté et nous souhaitons que la situation politique s'améliore pour que le Liban puisse bénéficier de toutes les attributions qui sont celles d'un Etat. C'est bien là la finalité de la mission de FINUL, avec la formation d'agents de protection des frontières, d'agents des douanes, de la police, et avec nos contributions respectives.

Je crois que c'est une rencontre extrêmement importante. Elle s'est déroulée dans un climat constructif et tout à fait amical. Encore merci à nos hôtes qui ont contribué de façon déterminante à cette réussite.

QUESTION - Monsieur le Président de la République, les Européens sont ici sur le même bateau, est-ce que c'est un signe fort envers l'Amérique ?

LE PRESIDENT - Je ne vois pas quelle nature de signe cela pourrait être. En revanche, c'est un signe fort de l'Union européenne, qui entend se développer dans son contexte, qui s'élargit, et qui entend, notamment, avoir d'excellentes relations avec la Russie. Ceci n'est dirigé contre personne naturellement.

QUESTION - Il y a parfois des questions qui sont contrariantes, et je me permettrais de vous en poser une. En amont de cette rencontre et en souvenir de l'année 2003, lorsque vous avez parlé d'un axe Paris-Berlin-Moscou, je vous demande pourquoi vous avez essayé de produire l'impression que vous jugez cette rencontre très importante alors que vous aviez, par le passé, clairement indiqué qu'une telle réunion tripartite n'avait pas vraiment votre assentiment.

LA CHANCELIERE ALLEMANDE - J'ai déjà dit que ces rencontres existent depuis 1998. Elles me paraissent opportunes et il doit toujours être clair que ces rencontres ne sont dirigées contre personne, comme vient de le dire le Président de la République. Nous avons des intérêts partagés. Il est tout à fait nécessaire que nous ayons des échanges et nous ne voulons diriger cela contre personne, en particulier à l'égard de l'Union européenne, où certains se posent parfois des questions sous prétexte que parce que nous serions réunis ici, cela en exclurait d'autres. Non, ce sont des réunions utiles, constructives, si ces conditions sont claires.

LE PRESIDENT - C'est évident.

QUESTION - Je voudrais poser cette question aux trois chefs d'Etat. Est-ce que vous pourriez dire

quelques mots sur les accords qui ont été conclus en matière de construction aéronautique. Et puis une question adressée à Monsieur POUTINE.

Monsieur POUTINE, à plusieurs reprises vous avez dit que vous ne vous représenterez pas pour un troisième mandat. Or, nous constatons que parviennent des régions russes des demandes de référendums qui permettraient de changer la Constitution afin que vous vous présentiez une troisième fois aux élections présidentielles. Si un tel référendum a lieu, il ne serait pas difficile de prévoir le résultat. Est-ce que cela aurait une influence sur votre décision en ce qui concerne un troisième mandat ?

LE PRESIDENT RUSSE - Je commence par les entretiens d'aujourd'hui. Vous avez parlé de la coopération entre la Russie et les pays européens, en particulier entre l'Allemagne, la France et la Russie en ce qui concerne l'aéronautique. Tout le monde sait que cette question est particulièrement actuelle depuis que l'on sait qu'une des banques russes a acquis un paquet de 5% d'actions d'EADS. Aujourd'hui nous avons parlé en détail de cette affaire et nous avons parlé en général de toute notre coopération dans ce domaine précis.

Je voudrais tout d'abord vous dire que nous avons fait preuve d'un intérêt soutenu pour une coopération dans le domaine de l'aviation et de l'espace. Nos collègues français et allemand nous ont dit qu'ils étaient intéressés à la participation de toute une série de projets spatiaux, en particulier en ce qui concerne la nouvelle génération de navettes, pour les transports spatiaux et pour les vols habités.

Nous avons tout un programme de collaboration et de coopération avec EADS, en particulier dans le domaine industriel. Le Président de la République française a d'ailleurs mis l'accent sur ce point.

Maintenant, en ce qui concerne l'acquisition des 5% d'actions, je puis vous calmer tous, en vous disant que ce n'est pas du tout le signe d'une conduite agressive de la part des partenaires russes, c'est tout simplement un jeu naturel sur le marché financier, sur le marché bancaire. Et notre banque a utilisé la conjoncture puisque les actions étaient un peu moins chères, et a pu les acquérir. Nous n'utiliserons pas ce paquet d'actions pour changer en quoi que ce soit la politique d'EADS. Mais nous sommes prêts à coopérer avec cette entreprise. Mais cette coopération doit être substantielle. Effectivement, nous devons nous mettre d'accord avec nos collègues français et allemand. Mais cela ne peut être possible qu'à la suite des réflexions que doit mener un groupe de travail d'experts.

Nous nous sommes mis d'accord pour créer ce groupe de travail. Maintenant, en ce qui concerne l'initiative sur les amendements à la Constitution russe, c'est-à-dire le troisième mandat, eh bien, je pense qu'en France apparemment, il n'y a pas de limitation des mandats, mais en Russie oui, il y a des limitations. Je suis très reconnaissant à tous les citoyens Russes qui me font confiance. Mais pour répondre à votre question, il faut tout simplement respecter la loi et la Constitution en vigueur en Russie.

QUESTION - Nous avons le sentiment qu'en Europe on parle beaucoup de dépendance énergétique, mais aussi à renforcer la coopération entre la Russie, la France et l'Allemagne. Est-ce que vous pensez que les attitudes changent quelque peu. Est-ce que vous pensez que la Russie à l'intention d'influencer cette situation ? Comment est-ce que vous voyez la situation dans le domaine énergétique, et quid des grands projets ?

LE PRESIDENT RUSSE - Aujourd'hui nous avons beaucoup parlé d'énergie, bien sûr, et une fois de plus, je voudrais vous dire que nous sommes tombés d'accord sur le fait que dans ce domaine il y a une interdépendance collective, c'est-à-dire que les consommateurs dépendent des fournitures russes, mais que nous aussi nous dépendons des consommateurs. Donc je crois que, de façon globale, c'est une interdépendance positive, qui renforce notre coopération et permet d'établir une situation stable dans l'économie européenne et russe. Nous n'allons pas politiser les choses. Nous constatons qu'il y a aussi des modifications positives concernant la façon dont nous sommes perçus en Europe, et en particulier dans les cercles économiques. Nous le constatons et en prenons note.

Aujourd'hui, j'ai informé mes collègues de nos plans en matière d'énergie et d'infrastructures. Tous ces plans ne sont absolument pas dirigés contre qui que ce soit. Le seul objectif est le

Tous ces plans ne sont absolument pas dirigés contre qui que ce soit. Le seul objectif c'est la diversification des flux de transports, et ceci pour le bien de nos consommateurs européens. Et, en ce sens là, cela nous permettra d'éviter les obstacles. Je crois que cela permettra aussi de donner un rôle important aux pays de transit. Nous n'avons en aucun cas l'intention de réduire ces flux vers les clients, vers les pays qui sont nos partenaires traditionnels.

Nous avons l'intention de remplir toutes nos obligations en ce qui concerne nos partenaires européens. De plus, il y a un certain temps, c'était lors d'un des premiers voyages à Moscou de Madame MERKEL, nous lui avons dit qu'il serait tout à fait possible de réorienter certains flux énergétiques vers l'Europe. Eh bien, je peux vous informer que l'entreprise GAZPROM réfléchit à cette possibilité et j'espère que les décisions seront prises de réorienter vers l'Europe certains flux.

Autre remarque. Nous livrons à peu près 55 milliards, si je ne me trompe pas, de mètres cubes de gaz. En ce qui concerne le gisement STOCKMAN, nous pourrions fournir de 25 à 45 milliards de mètres cubes de gaz. Vous vous rendez compte du volume ! Vous comprenez ce que cela veut dire pour l'économie de l'Europe et de l'Allemagne ?

Parce que les fournitures en provenance de STOCKMAN, pourront avoir lieu pendant 50-70 ans. Et cela crée une situation stable et fiable dans le domaine de l'énergie européenne et en particulier en Allemagne.

QUESTION - Selon le journal l'Est Républicain, la DGSE vous aurait transmis une note annonçant la mort d'Oussama Ben LADEN. J'aimerais savoir si vous en avez parlé au cours de cette rencontre, et si vous avez des précisions à nous donner. J'aimerais savoir, Madame la Chancelière, Monsieur le Président, si vous aussi vous avez des informations à ce sujet ?

LE PRESIDENT - Je voudrais faire une première réflexion. J'ai été un peu surpris de voir qu'une note confidentielle de la DGSE soit publiée. J'ai demandé à la ministre de la Défense de bien vouloir faire immédiatement une enquête et d'en tirer toutes les conclusions nécessaires.

Deuxièmement, s'agissant du fond, c'est-à-dire de cette information. Elle n'est en rien confirmée, d'aucune façon. Je n'ai donc pas de commentaire à faire sur ce point.

LA CHANCELIERE ALLEMANDE - Nous n'avons aucune information.

LE PRESIDENT RUSSE - Tout d'abord, je voudrais dire qu'entre nos services spéciaux a été établi un très bon système d'échange d'informations. Nous sommes satisfaits de la coopération, en particulier avec nos partenaires français. Je crois que ce sont des gens qui travaillent dans le concret, ce sont des professionnels, et je crois que c'est une coopération utile en particulier en ce qui concerne les problèmes les plus graves, je pense en particulier, à la lutte contre le terrorisme. Maintenant, en ce qui concerne les fuites, lorsqu'il y a des documents de ce genre qui apparaissent et lorsqu'il y a des fuites, on se dit que peut-être cela a été fait spécialement. En tout cas, nous n'avons pas d'informations sur ce point.

QUESTION - Quel laps de temps donnez-vous encore aux Iraniens pour dialoguer ainsi que vos autres partenaires du Conseil de sécurité des Nations Unies ? Quel est le terme de votre patience avant qu'on en vienne peut-être, aux sanctions ?

LE PRESIDENT - J'ai eu l'occasion de vous dire, et je crois que c'est un sentiment partagé que, dans cette affaire, on devait tout faire pour trouver une solution par le dialogue, qui est toujours la meilleure façon de régler les problèmes. Je suis relativement optimiste, parce que c'est dans ma nature, concernant l'aboutissement des discussions qui ont lieu entre les Six et l'Iran, et plus particulièrement entre M. SOLANA et M. LARIDJANI. Nous n'avons pas de date couperet, et nous espérons qu'un accord issu du dialogue pourra intervenir le plus rapidement possible.

QUESTION - Monsieur le Président, Monsieur le Président POUTINE, Madame la Chancelière, il y a eu hier une manifestation immense au Liban autour du chef du Hezbollah, qui a critiqué la FINUL, en particulier les forces maritimes allemandes, en disant que l'Allemagne était là pour protéger la sécurité d'Israël, de même que la FINUL. Quelle est votre analyse ?

Monsieur le Président POUTINE, j'ai une question à vous poser. Vous avez parlé d'une solution juste pour le Liban. Est-ce que le Tribunal international pour juger les coupables de l'assassinat de M. HARIRI, s'inscrit dans le contexte d'un règlement juste au Liban ?

LA CHANCELIERE ALLEMANDE - Je crois qu'il est naturel que nous travaillions sur la base de la

résolution 1701, ce qui veut dire que nous aidions le Liban pour mener à bien ces tâches, à savoir surveiller les côtes pour empêcher les trafics d'armes. L'Allemagne a pris de multiples initiatives pour contribuer à ce qu'il y ait un Liban fort et souverain. Nous soutenons le Premier ministre et le gouvernement libanais, précisément dans ce but. Et il est, d'un autre côté, bien naturel qu'Israël bénéficie du droit à son existence. Mais ce que nous faisons, c'est appliquer la résolution 1701.

LE PRESIDENT - J'ai eu plusieurs fois l'occasion de le dire. Est-ce que les Libanais veulent un Etat libre et indépendant ? Réponse, sans aucun doute, oui. Il n'y a pas d'Etat libre et indépendant si son gouvernement n'a pas l'autorité sur la totalité de son territoire. C'est très exactement ce qu'ont constaté les Nations Unies en adoptant la résolution 1701. Il est indispensable de régler ce problème. Ce problème doit être réglé par les Libanais eux-mêmes, c'est-à-dire par un processus interne au Liban. Je dirais un processus de bon sens. D'autre part, il est évident, puisque vous faites allusion à une manifestation, ce qui est caractéristique des démocraties, que le Hezbollah a vocation à être un parti politique au Liban, mais un parti politique ne représentant qu'une partie du peuple libanais, un parti politique qui s'intègre normalement dans les règles de la démocratie. Voilà ce que je souhaite pour le Liban et pour les Libanais.

LE PRESIDENT RUSSE - Nous sommes prêts à prendre une décision pour envoyer au Liban un petit contingent du génie militaire russe. Et ceci pour restaurer les infrastructures du Liban qui ont été détruites pendant la guerre, ponts et routes. Nous n'avons pas l'intention de faire cela dans le cadre de la FINUL, mais sur une base bilatérale. Nous estimons que c'est un apport essentiel aux efforts internationaux en matière de reconstruction du Liban. Mais nous ne le ferons que si nous sommes convaincus que toutes les forces politiques du Liban le souhaitent et que notre participation sera bien accueillie par toutes les parties.

En ce qui concerne la tragédie de l'assassinat de l'ancien Premier ministre, HARIRI, nous pensons que les conclusions de l'enquête internationale et la création d'un tribunal international, sont parfaitement conformes aux règles internationales. Nous en avons parlé avec Monsieur Jacques CHIRAC hier. Il faut absolument que des décisions pertinentes soient prises. Il est clair que les auteurs de l'assassinat doivent être retrouvés et punis comme il convient.

QUESTION - La question s'adresse au Président POUTINE. Vous avez parlé des "conflits gelés". Y a t il une position collective sur ce point, en particulier, en ce qui concerne les territoires non reconnus en Géorgie, et en particulier à la suite des déclarations faites par M. SAKASHVILI ?

LE PRESIDENT RUSSE - Non, il est clair qu'effectivement il y a des sentiments extrêmement chauds qui s'expriment en Géorgie, et en général dans les pays du Caucase. Nous comprenons parfaitement que ces questions doivent trouver un règlement, mais nous pensons que la base d'un tel règlement doit être la recherche du dialogue, et d'un compromis. Si une telle volonté est exprimée par toutes les forces qui sont impliquées dans cette affaire nous pouvons nous attendre à des résultats. La Russie est prête à être garante de tels accords. Voilà quelle est notre attitude à l'égard des " conflits gelés ", et je crois que c'est une attitude générale. Je vous remercie.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, je vous remercie.